

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 11/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TMS INTERNATIONAL FRANCE

Parc Européen d'Entreprises, ZA de la Gravière
avenue Hector Berlioz
63200 Riom

Références : 20260520-RAP-63-0338-INSP_TMS(A)_Riom
Code AIOT : 0003200716

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2026 dans l'établissement TMS INTERNATIONAL FRANCE implanté Parc Européen d'Entreprises, ZA de la Gravière avenue Hector Berlioz 63200 Riom. L'inspection a été annoncée le 17/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre de la cessation définitive d'activité du site soumis à Autorisation, la notification de l'exploitant prévoyait une mise à l'arrêt définitif en juin 2025. En l'absence de réception d'attestation de mise en sécurité (ATTES SECUR) 9 mois après cette date, l'inspection des installations classées a souhaité contrôler l'avancée effective de la mise en sécurité du site TMS International.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TMS INTERNATIONAL FRANCE
- Parc Européen d'Entreprises, ZA de la Gravière avenue Hector Berlioz 63200 Riom
- Code AIOT : 0003200716

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

TMS International est l'un des plus importants prestataire de services externalisés industriels dans le monde. Il emploie 4000 salariés sur 80 sites dans 16 pays pour traiter dans le monde 100 millions de tonnes d'aciers liquide et 10 millions de tonnes laitiers recyclés. La société TMS International France est prestataire de service au sein des usines de production d'acier de valorisation de laitiers d'aciérie de four électrique (LAFE). Les matériaux élaborés sur le site de Riom (arrêté préfectoral d'autorisation du 02 août 2017) sont une alternative aux matériaux de carrière pour des projets selon des usages routiers (voiries, plateformes, tranchées, remblaiement,...). Les activités principales sont : • la réception des laitiers, • le stockage en casiers de maturation, • le criblage et le concassage en granulométries variées: 0/3, 0/40, 0/100, 40/180, +180, ... • les opérations de traitement sur le JIG, technique de séparation densimétrique d'un lit de granulats par des flux ascendants et descendants d'eau, provoquant ainsi une séparation selon la masse volumique des grains, • le stockage des laitiers valorisables avant expédition. La valorisation de ce matériau alternatif s'inscrit dans une démarche écologique de développement durable et de préservation de l'environnement dans la mesure où sa production n'implique pas d'extraction de ressources naturelles.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 7

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Notification de cessation	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Attestation de mise en sécurité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-1	Sans objet
3	Usage futur	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-2	Sans objet
4	Obligations liées à la mise en sécurité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.1°	Sans objet
5	Obligations liées à la mise en sécurité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.2°	Sans objet
6	Obligations liées à la mise en sécurité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.3°	Sans objet
7	Obligations liées à la mise en sécurité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.4°	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Préservation des terrains voisins et des intérêts	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1.V	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que le site est à l'arrêt et que la mise en sécurité du site a bien avancé (évacuation de la grande majorité des laitiers).

La transmission de l'attestation ATTES-SECUR est conditionnée par l'achèvement complet de la mise en sécurité, et principalement par l'évacuation intégrale des 15 000 tonnes de laitiers, dont le délai de valorisation a excédé les prévisions initiales de l'exploitant.

Au moment du contrôle, l'inspection constate que certaines étapes de la mise en sécurité restent à finaliser, notamment :

- évacuation des derniers tas de laitiers et de granulat toujours présents sur site,
- évacuation de la petite quantité de déchets spécifiques à la maintenance des véhicules,
- évacuation des 7 pneumatiques,
- caractérisation des eaux présentes dans le bassin principal Sud-Ouest, la cuve enterrée et les fosses,
- caractérisation des boues dans les bassins et fosses, le cas échéant,
- pompage et évacuation des eaux et boues en cas de pollution,
- pompage de la micro-installation de traitement des eaux de la « base vie »,
- la fermeture des réseaux et la résiliation des contrats d'abonnement (eau et électricité) lors de la restitution des clés,
- un diagnostic des milieux, proportionné aux enjeux.

Dans un délai de 2 mois, il est demandé à l'exploitant de transmettre un calendrier prévisionnel des opérations restant à réaliser pour achever la mise en sécurité du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification de cessation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a notifié la cessation en janvier 2025 pour un arrêt définitif prévu le 30 juin 2025.</p> <p>La notification mentionnait les opérations prévues, mais n'était pas assortie d'un calendrier. La notification indique que la mise en sécurité sera effective « au moment où l'ensemble des matériaux reçus sur site sous statut de déchet auront été évacués. »</p> <p>A la date du présent contrôle, la mise en sécurité a bien avancé mais certaines actions restent à mettre en œuvre (détails dans la suite du rapport).</p> <p>Il conviendra de transmettre un calendrier prévisionnel à l'inspection sur les actions restant à mettre en œuvre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 2 mois, il est demandé à l'exploitant de transmettre un calendrier prévisionnel des actions restant à mettre en œuvre pour finaliser la mise en sécurité du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Attestation de mise en sécurité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>A la date du présent contrôle, la mise en sécurité n'est pas finalisée.</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que l'ATTES SECUR devra être transmise lorsque la mise en sécurité sera achevée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Usage futur

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-39-2
Thème(s) : Risques chroniques, Cessation
Prescription contrôlée : <p>I.- Lorsque l'exploitant procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'autorisation, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.</p> <p>II.- Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette des installations classées concernées par la cessation d'activité les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site, ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable.</p> <p>En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.</p> <p>III.- A défaut d'accord entre l'exploitant, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et les propriétaires des terrains d'assiette concernés, l'usage retenu pour les terrains concernés est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif, sauf s'il est fait application des IV et V.</p> <p>IV.- Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et aux propriétaires des terrains, dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au deuxième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif avec l'usage futur de la zone et des terrains voisins tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions d'usage pour le site.</p> <p>V.- Dans un délai de deux mois après réception du mémoire et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et des propriétaires des terrains d'assiette concernés, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée au regard des documents d'urbanisme en vigueur à la date de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1 et de l'utilisation des terrains situés au voisinage des terrains concernés. Il fixe le ou les usages à prendre en compte pour déterminer les mesures de gestion à mettre en œuvre dans le cadre de la réhabilitation et les communique au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires des terrains d'assiette concernés.</p> <p>A défaut de décision du préfet dans ce délai de deux mois ou en l'absence de transmission du</p>

<p>mémoire, l'usage retenu est un usage appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue par le I de l'article D. 556-1 A que celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'usage futur du site est déterminé dans l'Arrêté Préfectoral initial d'autorisation du 2 août 2017 : il s'agit d'un usage industriel et artisanal.</p> <p>Dans sa notification de janvier 2025, l'exploitant a bien mentionné l'usage futur industriel ou artisanal, conformément à l'AP du 2 août 2017.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Obligations liées à la mise en sécurité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.1°</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Évacuation des produits dangereux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV.- La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que :</p> <p>- les laitiers et co-produits d'aciérie (déchets 10 02 02 et 16 11 04) ont été presque intégralement valorisés et évacués. A la date du contrôle, sur les 15 000 Tonnes de laitiers présents initialement, il ne reste que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un tas de 60 T de laitiers au centre du site, • un tas de 20 T de granulats dans un casier au centre du site, • un tas de 100 T de laitiers, au niveau de la zone Nord-Ouest de stockage des boues. <p>L'ensemble des matériaux toujours présents sont maturés ; stabilisés ; et valorisables, comme ceux déjà évacués.</p> <p>L'exploitant indique que la quantité très importante de laitiers à évacuer en valorisation a nécessité plus de temps que prévu initialement.</p> <p>- il n'y a plus de boues (séchées) issues de la maturation des laitiers;</p> <p>- la présence d'eaux pluviales et eaux issues du traitement des laitiers (dans le bassin d'orage au Sud-Ouest, la cuve enterrée de 8000 L et les fosses), dont la qualité n'est pas connue. Une caractérisation de ces eaux devra être réalisée, et leur pompage pour évacuation si les eaux s'avèrent polluées.</p>

Les fosses étaient raclées régulièrement et ne présentent pas de boues. En revanche concernant le bassin principal au sud-ouest, si des boues sont présentes, elles devront être caractérisées pour connaître leur qualité. En fonction, si les boues sont polluées une évacuation devra être effectuée dans une filière adaptée.

- la micro-installation de traitement des eaux de la « base vie » est toujours présente, cette installation étant contrôlée régulièrement par une société spécialisée. Les boues de cette micro-installation devront être pompées et évacuées;
- une petite cuve aérienne d'huile de vidange d'1 m³ est presque vide. Il reste le fond de cuve (environ 200 mL), à évacuer en filière adaptée;
- aucune cuve de carburant enterrée ou aérienne n'est présente sur le site, l'exploitant s'alimentant en carburant sur un site voisin.

Ainsi au moment du contrôle, l'inspection constate qu'il n'y a aucun produit dangereux sur le site, à l'exception des produits de maintenance courantes (filtres usagers, emballages/bidons vides, flexibles ou EPI souillés, fond de cuve huile de vidange, etc.), qui représentent une très faible quantité. L'inspection relève que ces déchets spécifiques sont stockés dans un espace dédié du site, à proximité de la base vie, dans 4 fûts fermés, étiquetés, et placés sur rétention.

Ces déchets sont repris par contrat par un prestataire dédié de TMS International.

Les autres déchets potentiels à gérer sont les eaux (et possiblement, des boues) des bassins, cuve enterrée et fosses dont la qualité est inconnue (notamment dans le bassin principal au Sud-Ouest).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit finaliser les évacuations des laitiers et autres déchets restant sur le site. Il devra justifier de la qualité des eaux, voire des boues pompées dans les bassins, la cuve enterrée et les fosses en vue de leur prise en charge dans les filières adaptées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Obligations liées à la mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.2°

Thème(s) : Risques chroniques, Interdictions ou limitations d'accès au site

Prescription contrôlée :

IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

2° Des interdictions ou limitations d'accès ;

Constats :

La société TMS International est locataire du site, propriété de ATR / Trans Immo. La configuration

du site fait que le terrain occupé par TMS International est enclavé dans un site plus grand exploité par d'autres sociétés : il dispose ainsi d'une clôture sur tout son périmètre et d'un portail d'accès. Par ailleurs, le site fait l'objet d'une surveillance par une société de gardiennage.

Ces dispositifs seront maintenus par le propriétaire après le départ du locataire TMS International.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Obligations liées à la mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.3°

Thème(s) : Risques chroniques, Suppression des risques d'incendie ou d'explosion

Prescription contrôlée :

IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :

3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;

Constats :

Au moment du contrôle, l'inspection constate qu'il n'y a pas d'accumulation anormale de déchets combustibles ou pouvant générer une explosion.

Ne restent que :

- 7 pneumatiques « génie civil » d'engins de chantier , stockés sous un appentis à proximité de l'aire de lavage ;
- quelques engins de chantier ;
- un groupe électrogène dans un container.

L'exploitant indique que les engins de chantiers et le groupe électrogène seront envoyés sur d'autres sites du groupe TMS international (Pologne, Afrique du Sud, etc.).

Aucun stockage de produit chimique incompatible n'est présent sur le site.

Aucune cuve ou tuyauterie de carburant ou de gaz n'est présent sur le site.

L'alimentation en électricité n'est pas coupée. L'exploitant indique qu'au moment de rendre les clés, le contrat électrique sera résilié ; mais précise que le réseau ne sera pas déposé ou consigné (sur demande du propriétaire).

Ainsi, l'inspection constate au moment du contrôle que le risque d'incendie ou d'explosion est maîtrisé. Il conviendra de poursuivre en résiliant le contrat d'électricité, et en évacuant les pneumatiques, les engins, ainsi que le groupe électrogène.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Obligations liées à la mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1.IV.4°
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effets de l'installation sur l'environnement.
Prescription contrôlée : IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux. En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.
Constats : Au moment du contrôle, l'exploitant indique avoir réalisé les campagnes d'auto-surveillance prescrite par l'arrêté préfectoral d'autorisation (poussière, bruit). L'exploitant indique qu'il prévoit de faire un diagnostic environnemental des milieux en dernière étape, après l'évacuation finale des derniers déchets, afin de prendre en compte la situation définitive du site, et considérant que : <ul style="list-style-type: none">- les dernière activités sur le site (déplacement d'engin, de matériaux) peuvent potentiellement influencer la qualité des sols ;- certaines zones ne sont pas complètement accessibles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Préservation des terrains voisins et des intérêts

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-75-1.V
Thème(s) : Risques chroniques, Effets hors sites / site voisin
Prescription contrôlée : V.- En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins de ceux concernés par la cessation d'activité.
Constats : L'inspection constate que le site TMS n'a pas étendu de matériaux ou d'activité sur les parcelles voisines. Des dispositifs d'arrosage / brumisation étaient présents sur site lors de son activité pour éviter les envols de poussières. Comme précisé au constat précédent, l'exploitant indique avoir réalisé les campagnes d'auto-surveillance prescrite par l'arrêté préfectoral d'autorisation (poussière, bruit).

<p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre ou retransmettre les résultats GEREP pour l'année 2025.</p> <p>Un diagnostic des milieux sur le site reste à réaliser pour vérifier notamment que le site n'a pu influencer la qualité des milieux hors site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>A des fins de vérification, l'inspection demande à l'exploitant de transmettre ou retransmettre les résultats GEREP pour l'année 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>